

Ateliers N ° 6 - 5 août 2018

Réduction des dépenses militaires

pour réaliser une vie humaine pacifique et décente

Le parlement français a voté une nouvelle loi de programme militaire pour les années 2019-2025 afin de porter le budget militaire à 300 milliards d'euros sur cette période pour atteindre 2% du PIB, demande de l'OTAN.

Une grande partie de ce budget est consacrée aux armes nucléaires.

Dans le même temps, notre gouvernement réduit les budgets sociaux dans l'éducation, le logement social, l'allocation de chômage, les allocations familiales ...

En France, 15% de la population est très pauvre. De plus en plus de personnes sont contraintes de dormir dans la rue, y compris les familles avec enfants.

Cette politique conduite depuis de nombreuses années a eu comme conséquence la montée de la colère mais en même temps l'installation d'une certaine résignation parmi la population.

De nombreuses manifestations ont été organisées par les syndicats les plus importants mais elles n'ont pas réussi à faire reculer le gouvernement.

Pendant de nombreuses années, une importante campagne idéologique a été lancée pour discréditer les syndicats, en particulier les plus combatifs comme la CGT.

Les questions militaires ne sont pas discutées dans les syndicats en général, hormis la CGT qui a des propositions de reconversion des industries militaires.

Le parti écologiste et le parti communiste français luttent également contre la politique militaire de notre gouvernement.

Je voudrais également mentionner la question des réfugiés, victimes de la pauvreté, des guerres et du dérèglement climatique et dénoncer la politique honteuse de mon pays, mais aussi de l'Europe à leur égard, qui refuse de les accueillir dignement, même si beaucoup de ces réfugiés sont les victimes des interventions militaires de la France au Moyen-Orient, notamment en Libye et en Afrique subsaharienne au Mali.

Le Mouvement français pour la Paix travaille avec les organisations d'ICAN France pour construire un grand mouvement contre la militarisation de la société afin de réduire le budget militaire, pour le désarmement et la paix.